

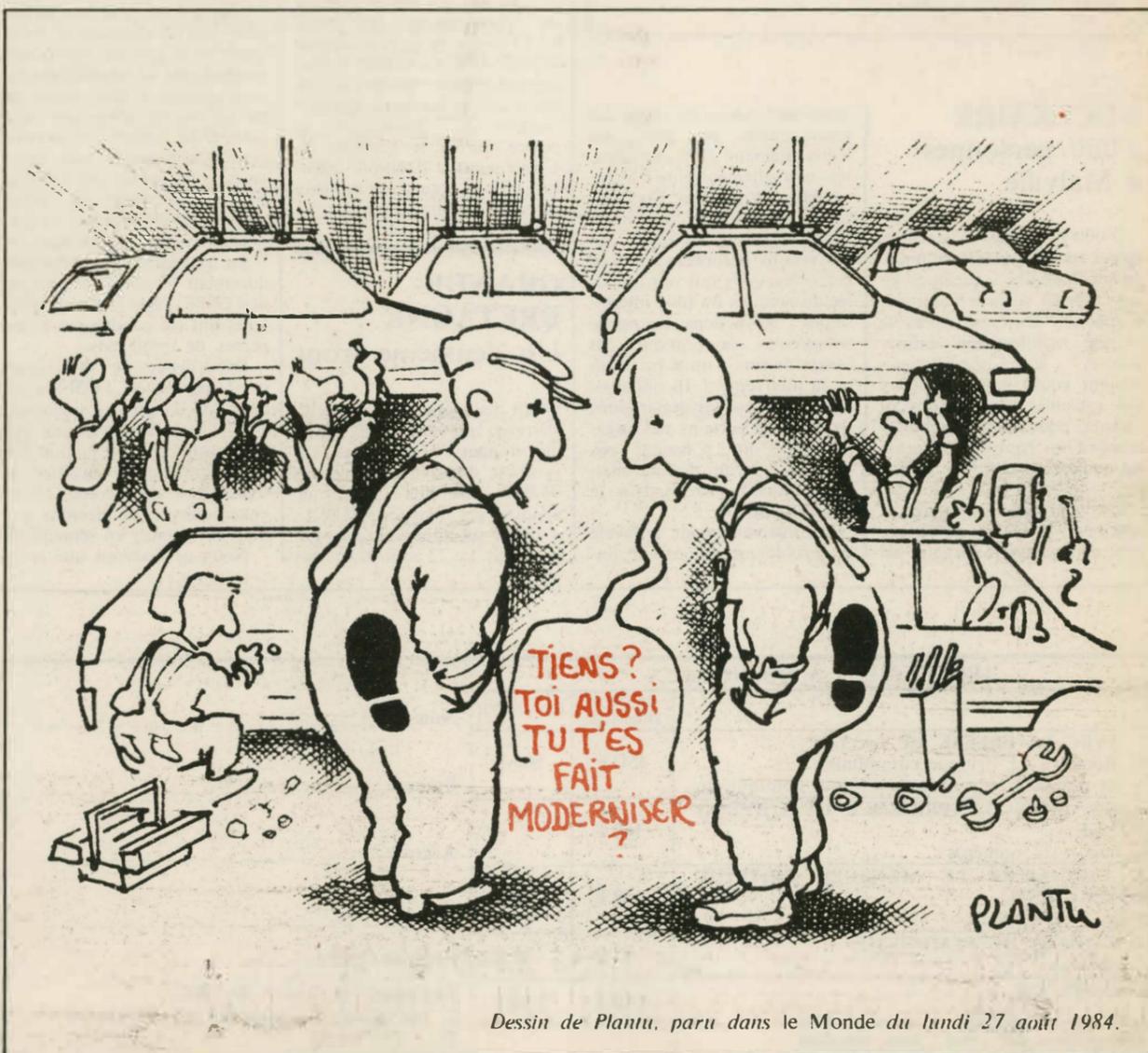
Banalisation de Le Pen et banalisation du racisme

Après les élections européennes du printemps dernier, la consultation des électeurs corses vient de confirmer la montée de l'extrême droite. Pour les dirigeants de l'UDF et du RPR, à l'heure où se multiplient les dissensions internes, le Front national est devenu un enjeu essentiel, l'apport de ses voix risquant de s'avérer indispensable lors des prochaines échéances électorales. Préparant le terrain à un futur accord national, ils s'efforcent de le banaliser, de le réintégrer dans le jeu politique. En Corse, la droite parlementaire n'a pas hésité à passer un accord avec les amis de Le Pen dans le cadre du bureau de l'Assemblée régionale. Dans la foulée, Poniatowski, prince de basse-cour, a tenu à mettre les points sur les i : « S'il faut battre les socialistes avec Le Pen, nous les battons avec lui. » Craignant sans doute d'être accusé de mollesse, l'ancien patron du SAC, le sénateur Pasqua, a renchéri : « Je ne vois pas pourquoi je devrais me montrer plus sourcilleux par rapport au Front national que les socialistes et les communistes se sont montrés sourcilleux à l'égard de la Ligue communiste. »

Quelles que soient les précautions dont elle est entourée, cette volonté de banalisation encourage une « chasse au faciès » généralisée, la multiplication d'actes de racisme ordinaire et des comportements discriminatoires envers des ethnies entières. Les exemples sont nombreux. A Belle-Ile, quelques dizaines de Dupont-la-joie attaquent des adolescents en vacances aux cris de : « Dehors les bougnoules ! » et de « Vive Le Pen ! ». Dans la banlieue de Pau, la direction d'un centre Leclerc interdit l'accès de son magasin aux Gitans, sous prétexte qu'ils seraient « tous des voleurs ». Hier, c'étaient les Juifs que les nazis désignaient comme responsables de tous les maux de l'humanité. Et dans l'appareil policier, les idées de Le Pen paraissent avoir largement essaimé, si l'on en juge par la récente mésaventure de ce policier antillais, passé à tabac par des CRS, à l'occasion d'une rafle dans le quartier de Barbès à Paris.

Oui, derrière ces actes intolérables, c'est l'ombre du fascisme que l'on discerne. N'en déplaise à MM. Poniatowski, Pasqua et autres Chirac. C'est pourquoi, au seuil de cette rentrée, la vigilance de tous les instants et l'action de masse s'imposent plus que jamais contre le racisme et ses manifestations, pour l'égalité des droits entre Français et immigrants.

Ça décrispe à l'Assemblée, ça dérouille à Citroën



POINT DE MIRE

Des soldats pour les droits démocratiques

Le 14 juillet : défilés militaires, honneurs aux forces d'intervention à l'extérieur du territoire, honneurs à la gendarmerie. A côté du déploiement militaire, un appel sort des *Libération*. Ce sont des soldats qui ont porté leurs regards du côté du puissant mouvement de paix qui existe en Europe. Ils ont repris à leur compte cette formidable exigence de démocratie, exigence de se faire entendre sur les décisions que prennent partout les gouvernants contre la volonté manifeste de la majorité des peuples.

En reprenant la décision du Parlement européen d'accorder le droit d'association des soldats, débat qui résultait directement de la pression du mouvement de paix, ils en sont en France aujourd'hui les seuls propagandistes. Peu commentée par la presse en France, cette déclaration, combattue à la tribune de l'Assemblée de Strasbourg par Louis Baillot, responsable des questions militaires pour le PCF, va directement à l'encontre de la politique militaire française qui impose à tous les jeunes Français des conditions d'existence dans les casernes qui ne satisfont personne et des choix militaristes qui sont directement contradictoires avec une volonté de paix qui fait son chemin ici aussi.

Initiative de 25 soldats réunis par les comités de soldats de la région parisienne

Le Parlement européen, a adopté le 20 avril 1984, une résolution en faveur des droits démocratiques des soldats, invitant « tous les Etats membres de la Communauté européenne à accorder, en temps de paix, à leurs soldats, le droit de créer, pour la défense de leurs intérêts sociaux, des associations corporatives, d'y adhérer et d'y jouer un rôle actif ».

Le gouvernement doit se conformer à cette résolution et abolir toute limitation aux droits démocratiques d'information, d'expression et d'organisation des soldats

Nous devons en effet pouvoir défendre collectivement nos intérêts :

- Contre les mesures d'austérité, pour une solde décente et pour la gratuité des transports revendiquée en 1977 et 1978 par des milliers de soldats ;
- Contre les mesures d'organisation du service qui tournent le dos à la promesse de François Mitterrand d'instaurer un service militaire de six mois pour tous ;
- Pour la paix, afin qu'aux côtés des millions de pacifistes européens nous puissions nous prononcer contre les missiles et les efforts de guerre, afin que nous ne puissions plus être envoyés au Tchad, au Liban ou ailleurs sans avoir notre mot à dire.

NUCLEAIRE 3 000 personnes à Malville

3 000 personnes étaient présentes au rassemblement régional de Malville à quelques kilomètres du surgénérateur Superphénix. Huit ans après la grande manifestation antinucléaire, les organisateurs avaient voulu regrouper ceux qui, sensibles aux thèmes écologistes, pouvaient se mobiliser aujourd'hui contre l'utilisation du nucléaire à des fins militaires.

Des délégations étrangères significatives étaient présentes, cent italiens ayant participé au

camp de Comiso en Italie, des représentants du parti des Verts allemand dont une députée nouvellement élue à l'Assemblée européenne. En France, le mouvement antiguerre étant largement en retard sur ses voisins européens, ce sont ces délégations qui ont amené les discussions les plus intéressantes : les actions de masse antiguerres, la pratique des camps de paix, l'unité nécessaire au mouvement. Ils ont aussi contrôlé souvent les déclarations sectaires de certains des organisateurs qui n'avaient pas échappé à ce qui domine malheureusement encore dans le mouvement.

Le rassemblement a révélé les problèmes qu'ont rencon-

trés les organisateurs. Si le projet de constituer autour de Malville une force centrée sur un objectif précis est intéressant, ce choix répondait à l'idée qu'il était possible en France de réaliser une jonction entre forces écologistes et mouvement antiguerre. Mais les forces antinucléaires n'ont jamais eu ici la force politique de ce qui a pu exister ailleurs, en Allemagne notamment. Deuxième problème, le choix des objectifs. Dire que le surgénérateur Superphénix représente une pièce maîtresse dans le dispositif militaire français, voire européen, c'était s'avancer trop loin et rendre la lutte peu crédible à une échelle très large.

ECOLE Les jeux sont faits

Jean-Pierre Chevènement était sorti du gouvernement « à gauche », se plaçant en réserve de Maignon pour un éventuel gouvernement de relance économique, et réservant tous ses coups à Delors. Ce dernier part, et Chevènement rentre, mais pour appliquer, avec Fabius, une politique encore plus éloignée des thèses traditionnelles du CERES que celle conduite par Mauroy.

Le leader du CERES revient à la soupe, après avoir compris que Mitterrand pratique la politique comme la lecture, toujours dans le même sens : de gauche à droite.

C'est donc pour appliquer la politique de « rassemblement » et de « modernisation » que Chevènement est payé dans l'Education nationale. Et « rassembler », c'est d'abord boucler le dossier laïc au bénéfice de la hiérarchie catholique. Le projet Savary ayant été retiré d'autorité par François I^{er}, le terrain est libre pour reculer sur les derniers prélabiles des tenants du privé. Seule reste en suspens la forme de la capitulation. Y aura-t-il un loi Chevènement ? « Je n'ai rien dit de tel », déclarait le nouveau ministre au *Monde*, même s'il estime « que le Parlement soit saisi, dans une démocratie, ce serait la norme ».

Mais sur le fond, la religion de Chevènement est faite : « tout ce qui va dans le sens de la paix civile me réjouit ». Plus prosaïquement : toutes les concessions à l'adversaire, qui permettent de désamorcer sa colère, feront le bonheur de Chevènement. Doit-on attendre autre chose d'un ministre du gouvernement Fabius ?

GRANDE-BRETAGNE Un deuxième front

Un deuxième front vient de s'ouvrir, qui renforce la grève des mineurs britanniques. Le syndicat des dockers, fort de 35 000 adhérents, affilié au syndicat des transports TGWU a appelé ses adhérents à cesser le travail. Le 23 août, la société

sidérurgique nationale BSC fait décharger par du personnel non-membre du syndicat 93 000 tonnes de charbon que le gouvernement de Jaruzelski a gracieusement vendu à la Grande-Bretagne pour pallier aux 25 semaines de grève des gueules noires.

Les dockers refusaient le déchargement en solidarité avec les grévistes. Le mouvement s'est déjà étendu à 12 ports écossais ainsi qu'à Liverpool, Garston, Hull et Goole. Les 78 ports (sur 89) régis par la convention collective des dockers drainent 70 % du trafic maritime — les trois quarts des échanges britanniques se font par mer — ce qui fait craindre au président de la chambre des industries britanniques des conséquences « désastreuses » pour l'économie du pays. Les dockers avaient déjà déclenché une première grève de solidarité du 10 au 21 juillet. La position du syndicat des mineurs, NUM, et de son président Arthur Scargill se trouve ainsi renforcée à la veille de l'ouverture du congrès de la confédération du TUC, qui se tiendra du 3 au 7 septembre à Brighton. A. Scargill compte demander au congrès son soutien et l'organisation d'un front commun contre la politique du gouvernement Thatcher. Le syndicat des cheminots, NUR, a d'ores et déjà répondu favorablement à la demande du NUM d'appeler ses adhérents à ne pas franchir les piquets de grève.

MAROC 53 jours de grève de la faim

Les prisonniers politiques de la prison de Marrakech en sont aujourd'hui à leur 53^e jour de grève de la faim pour protester contre les conditions de détention. Le 6 août, d'autres prisonniers, emprisonnés depuis 1982 à Rabat, sont entrés en grève, eux aussi. Plusieurs d'entre eux seraient dans un état critique. Un des prisonniers serait mort et cinq autres dans le coma.

La répression d'Hassan, dans un premier temps aveugle et tous azimuts, touche maintenant tous les courants se réclamant de la gauche révolutionnaire. Après les verdicts lourds condamnant à des peines de quinze ans de prison des militants d'Illal Amam, un dernier procès condamne huit militants à des peines entre dix et huit ans de prison. Ils étaient accusés de constitution d'organisation illégale (« 23 mars »).

La répression a également durement touché l'aile gauche de l'USFP, certains de ses militants ont été condamnés à des peines de trente ans.

Débarassée de sa gauche par la répression, l'USFP a pu tenir son congrès en juillet, et, avec les autres organisations réformistes qui ont pignon sur rue, continuer à justifier le « processus démocratique » et entrer dans le jeu électoral qui doit commencer en septembre. Nous ne pouvons que nous

réjouir de la libération de 354 détenus appartenant essentiellement aux partis légaux et de la grâce accordée au mathématicien Sion Assidon, militant marxiste révolutionnaire. Mais ces libérations ne changent fondamentalement rien à la si-

tuation. Hassan II a obtenu suffisamment de garanties des partis réformistes, dont l'USFP, pour la tenue des prochaines élections. Les prisonniers en grève de la faim n'entrent pas dans ce jeu. Nous leur devons notre solidarité.

REPERE

DROITE

Un tournant ?

L'événement de l'été, ce fut le feuilleton vaudevillesque du référendum. Celui de la rentrée, c'est à l'évidence, la crise ouverte de la droite. Certes, ces événements n'agitent que le Landernau politicien et les travailleurs de Citroën ou de Creusot-Loire ont des préoccupations plus importantes. Il n'en demeure pas moins que ce changement de climat éclaire le sens des manœuvres de François Mitterrand. En reprenant, le 12 juillet, l'initiative sur le terrain institutionnel, en donnant l'exemple d'un discours débarrassé des vestiges de la rhétorique socialiste, il visait à faire éclater les contradictions de l'opposition pour, à terme, en gagner une fraction à la perspective d'un compromis.

Les effets n'ont pas tardé. « Il faut avoir le courage de dire que, pour ce qui est de la politique économique, il y aura à faire une grande part de ce que les socialistes se remettent à faire », expliquait, dès la mi-août, le RPR Philippe Seguin. Le giscardien François Léotard lui faisait écho quelques jours plus tard : « L'opposition a mangé son pain blanc. » Encore plus explicite, le centriste Bernard Stasi vient à son tour de s'exclamer : « Ne soyons pas les attardés de la guerre civile ! » Quant à l'inévitable Edgar Faure, il n'y va pas par quatre chemins : « Ce gouvernement mérite un préjugé favorable. »

Sentant le danger, soucieux tout à la fois de préserver leur cohésion interne et d'éviter l'hémorragie des secteurs durs de leur base vers le Front national, les états-majors du RPR et de l'UDF cherchent à verrouiller le jeu. Ils adoptent la même attitude intransigeante que lors du débat au Sénat sur le référendum. Intervenant le 27 août devant les jeu-

nes de son parti, Charles Pasqua (l'ex-patron du SAC), appelle ses troupes à se montrer « plus dures, plus intransigeantes » et qualifie brutalement de « zozos » ceux de ses amis qui se montrent sensibles aux initiatives présidentielles.

Toutes ces dissonances ne font que refléter les difficultés dans lesquelles se débattent les battus de 1981. Elles font apparaître au grand jour qu'aucune des formations en présence ne dispose d'un projet susceptible de faire l'unité de larges secteurs de la bourgeoisie et de garantir un succès électoral lors des prochaines élections législatives. La presse patronale ne manque d'ailleurs pas une occasion d'exprimer son inquiétude. Ainsi, dans la dernière livraison du *Nouvel Economiste*, le professeur Raymond Soubié écrit : « L'idéologie commence à faire des ravages dans l'opposition d'aujourd'hui comme elle le fit dans l'opposition d'hier. » Comme, dans le même temps, la droite n'a pas renouvelé son personnel politique, elle voit à présent éclater en son sein un brutal affrontement entre « jeunes loups » et caciques, dont l'enjeu n'est autre que la course aux places dans l'appareil d'Etat. Et le tout se déroule avec pour toile de fond le « combat des chefs » en vue de la future échéance présidentielle.

Ce changement de climat a suffi pour que certains, à gauche, s'extasient sur l'habileté de l'hôte de l'Élysée. A la faveur du calme social de l'été, ils en sont arrivés à oublier qu'avant Mitterrand tous les présidents de la V^e République se sont heurtés à la même impossibilité : chasser sur les terres du bloc adverse en conservant leur influence dans leur propre camp.

Christian Picquet

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Nom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Prénom _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie _____
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

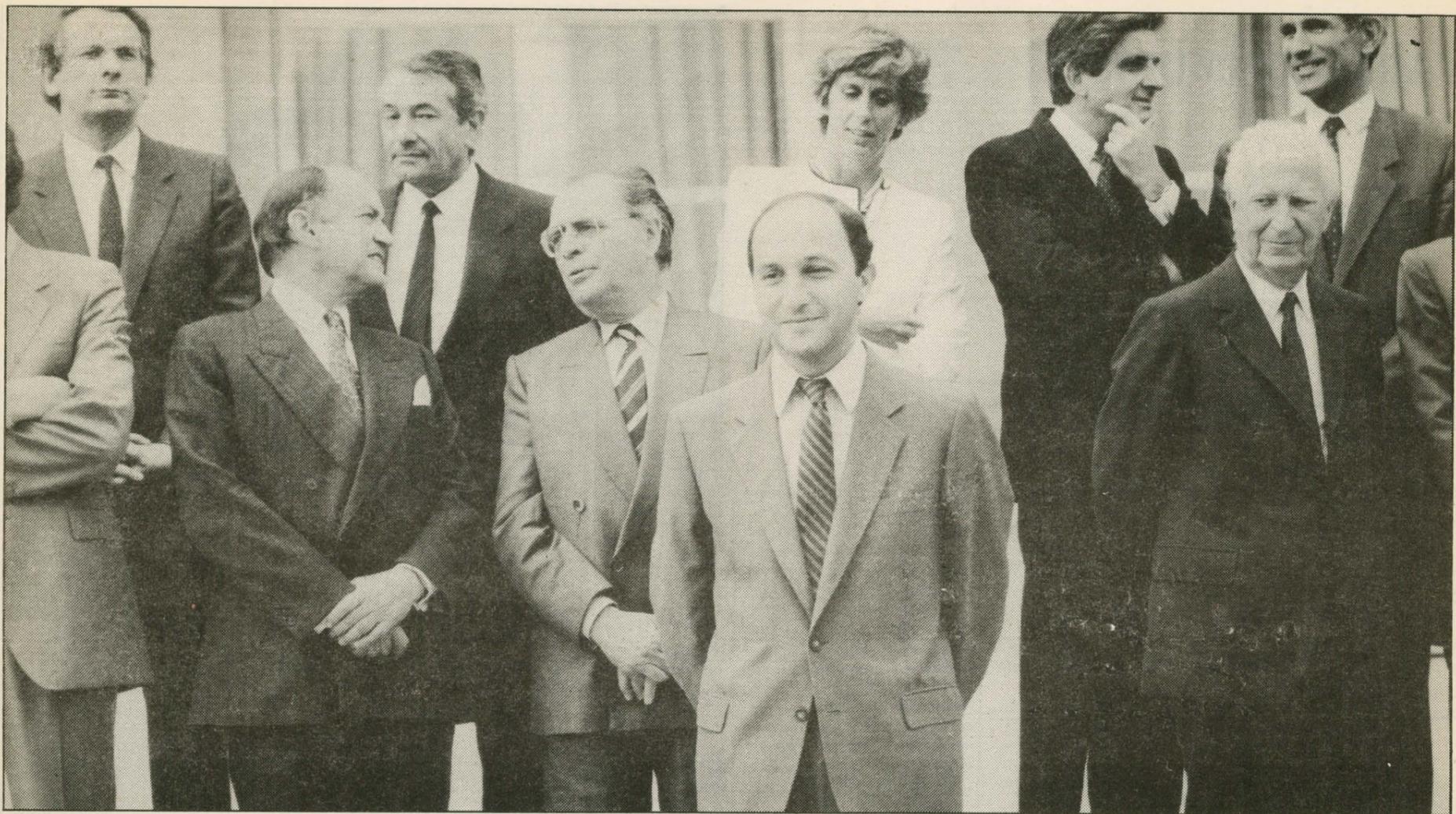
● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



CITROËN

Fabius roule pour la famille Peugeot

Les licenciements autorisés chez Citroën annoncent ceux qui se préparent chez Renault. Ces mesures, au nom de la « modernisation » obéissent à la même logique capitaliste que le budget d'austérité. Face à une telle rentrée sociale, les directions syndicales iront-elles au-delà des « déclarations indignées » ?

Nul ne peut ignorer le sens des licenciements autorisés par le gouvernement chez Citroën : ils donnent le coup d'envoi à un véritable test du redéploiement industriel. Commentant le départ de Jean-Paul Parayre, P-DG de PSA remplacé par Jacques Calvet, *le Figaro* du 28 août n'en fait pas mystère : Jacques Calvet, en réalisant 11 500 suppressions d'emplois sur les 135 000 de « son » groupe mérite le titre de « grand homme ». « Il aura également servi, souligne le quotidien de droite, les intérêts de l'ensemble de l'industrie automobile française en préparant le terrain à la régie Renault qui s'apprête, elle aussi, à procéder à des milliers de suppressions d'emplois (...) C'est désormais à un autre grand patron — Bernard Hanon [P-DG de Renault, NDLR] — de jouer. »

Un test du redéploiement industriel

L'autorisation accordée par le gouvernement confirme donc les informations données fin juillet au sujet du rapport Dalle. « *Manager de l'année 1983* » selon le *Nouvel Economiste*, proche de François Mitterrand, celui-ci établissait que soixante-dix mille suppressions d'emplois auraient lieu dans l'automobile d'ici à 1988. Le Con-

seil économique et social, en mai 1984, avait annoncé les mêmes chiffres et l'INSEE, dans une étude d'*Economie et statistiques* d'octobre 1983 laissait entendre que quatre-vingt mille emplois seraient ainsi menacés. Tout converge donc sur cette appréciation : un sur trois des emplois de la construction automobile doit disparaître pour donner une « nouvelle jeunesse » à ce secteur industriel. Rien ne se précise encore en ce qui concerne les soustraitants ; mais il s'agit sans doute de ne pas trop alourdir le dossier. Une chose cependant est certaine : l'affaire est de taille puisqu'un travailleur du pays sur dix est employé dans cette branche de l'automobile.

Le gouvernement, comme le souligne avec plaisir le très réactionnaire Paul Marchelli, président de la CGC, a estimé que « le temps n'est plus à l'étude, mais aux réalisations » (*la Vie française* du 27 août). Michel Delebarre, nouveau ministre du Travail, a repris le dossier préparé par Pierre Bérégovoy. Et a décidé de se ranger rapidement aux côtés du patronat pour donner la preuve de sa détermination : les « discussions » engagées avec les directions syndicales ouvrières ont donc été écourtées.

Son « dispositif » est maintenant connu : les travailleurs visés par les suppressions d'emplois se voient « offrir » des « congés-orientation-qualification ». Sans

rupture officielle de leurs contrats de travail avec PSA — et bientôt avec Renault... —, ils seront mis en congé formation : selon la proposition de Citroën, ils toucheraient alors 70 % de leur rémunération brute, l'Etat payant à 90 % ces frais par diverses aides à l'entreprise. A l'issue de dix mois de « formation », aucune garantie d'emploi n'est donnée, bien sûr ! Peut-être, dit-on, faut-il rechercher des « solutions » vers d'autres branches... Parallèlement, les « aides au retour » pour les immigrés vont être intensifiées : les pressions aidant, elles se traduisent par le départ de six cents travailleurs de Citroën en ce moment même.

Un test pour les directions syndicales

Les directions syndicales ne pouvaient accepter les décisions du P-DG de PSA et du gouvernement. « *Injustifié et inacceptable* », a déclaré André Sainjon, secrétaire de la CGT-métaux, tandis que la CFDT-métaux souligne son hostilité à la méthode autoritaire et au refus de réduire la durée du travail pour limiter les suppressions d'emplois.

Ils font ainsi écho aux prises de position de rentrée des leaders confédéraux. A celle d'Henri Krasucki estimant que « les travailleurs n'ont pas encore manifesté leur poids réel ». Ou a celle d'Edmond Maire dénonçant la dérive vers une « *politique néolibérale* ». Ou aux inquiétudes manifestées même par André Bergeron.

Une question est ainsi posée : comment agir pour que le « dossier automobile » ne suive pas le chemin de celui de la sidérurgie où on a vu, au printemps dernier, que la détermination et les luttes ouvrières de masse n'infléchissaient pas les décisions du gouvernement, en restant trop isolées nationalement ? Cette question se pose dans l'automobile, la Navale, la sidérurgie... Elle intéresse au premier chef les deux millions

et demi de chômeurs. Elle concerne aussi tous les fonctionnaires directement frappés par le budget d'austérité dont les députés discuteront en octobre.

En pratique, une fois oubliés les soporifiques discours plus ou moins socialistes de Pierre Mauroy et ses petites tentatives pour adoucir la gestion capitaliste, la ligne du gouvernement Fabius s'inscrit dans une continuité : celle marquée par Talbot, la sidérurgie, la Navale, les trente à quarante mille licenciements autorisés chaque mois, la baisse du pouvoir d'achat. Mais il la durcit : il s'agit, au moment où les profits capitalistes augmentent, de stimuler la bonne volonté des patrons pour qu'ils investissent. Avec en partie l'espoir que leur prospérité retrouvée laissera quelques miettes pour le bon peuple appelé aux urnes en 1986. Ce n'est pas pour rien que le vieux dirigeant de la droite sous la IV^e République, Edgar Faure, déclare que « ce gouvernement mérite un préjugé favorable » (*le Point* du 27 août).

Bref, dans l'affaire Citroën, Fabius roule pour la famille Peugeot et Michelin, gros actionnaires de PSA. Comme l'ensemble de ses décisions obéit aux besoins des « entreprises qui gagnent ».

C'est si banal de le répéter que, de plus en plus, un seul problème se pose, à l'évidence : donner aux travailleurs, massivement opposés à cette trahison de leur espoir de mai 1981, les moyens d'agir, de rejeter les coups patronaux, d'imposer une politique favorable à leurs intérêts. Quant au chemin pour permettre cette mobilisation, il ne devrait souffrir d'aucune hésitation : les directions confédérales de la CGT et de la CFDT ont la responsabilité et les moyens pour réunir dans l'unité les travailleurs, faire le bilan, définir les revendications, tracer la voie de la lutte de masse, fixer des échéances d'actions d'ensemble. Si elles l'avaient fait depuis trois ans, d'ailleurs, nous n'en serions pas là. Et nous saurons le rappeler avec tous ceux qui sentent qu'il est urgent de réagir.

Pierre Rème

PARTI COMMUNISTE

Ni action, ni division, la gestion

Modérément, discrètement PCF et CGT ont abordé les derniers jours d'août avec un langage commun : celui du produire français. Classique ? Oui, mais ça se précise. Herzog cite en exemple Agnelli, le PDG licencieur chez Fiat, et Krasucki vante la reconquête du marché intérieur avec une circulaire du CNPF. Du produire français au consensus national ?

Le PCF est sorti du gouvernement. Pour l'instant, ce n'est ni l'action ni la division mais la gestion qui marque sa rentrée. Philippe Herzog, au nom du bureau politique, livre dans *l'Humanité* du 21 août une lettre ouverte aux cadres de l'automobile. Pour les exhorter à se ranger du côté des licenciés ? Pour les appeler au combat contre les menaces sur l'emploi ? Pour leur demander de rallier le camp des ouvriers de l'automobile dans les luttes qui vont se dérouler ? Pas du tout. Le directeur de la revue économique du PCF se livre à un long développement qui montre tout ce que peuvent faire les cadres pour améliorer les profits patronaux.

A l'heure des licenciements massifs à Citroën, Herzog prend le parti de la défense de l'industrie nationale contre la pénétration étrangère. Pour l'automobile, il utilise tout l'arsenal du « produire français ». Rapatrier les travaux faits à l'étranger, concentrer les forces productives sur le sol national, investir pour produire « des véhicules populaires de bas de gamme », voilà ce que propose le PCF.

Produisons français... comme les Italiens !

Il ne s'agit pas — moins que jamais — de fonder une ligne politique sur la défense de l'emploi des travailleurs. Le PCF a comme objectif la relance de l'investissement patronal. Son modèle, paradoxe apparent, est Fiat en Italie. Agnelli, le patron de Fiat, a su réduire les postes de travail de dix mille unités en trois ans et extraire des usines italiennes vingt mille travailleurs parmi les plus combattifs, émergeant maintenant à la Casa integrazione (1). Pour Herzog, Fiat « sans du tout en faire un modèle (...) a abandonné ses activités aux Amériques, recentré son développement sur l'Italie et ses efforts commerciaux sur l'Europe

(...) M. Agnelli met de l'argent dans son groupe. »

Monsieur Agnelli est-il un licencieur ? « Certes, Fiat a supprimé des emplois, mais le groupe conserve une partie de ces travailleurs sans emploi... »

Herzog s'embourbe dans une contradiction. Déploiement international ou concentration nationale, une firme à direction patronale ou une firme nationalisée qui se soumet aux lois du marché, se trouvent face à un même impératif. Investir dans les machines automatiques, dans les robots, pour produire aussi vite à moindres frais que ses concurrents. Et donc remplacer le travail vivant (les ouvriers) par du travail mort (les machines).

Que les patrons investissent !

Vaguement conscient que réclamer des investissements ne résoud pas grand-chose, Herzog dira bien que « les investissements sont conçus pour réduire l'emploi et accroître les profits de quelques produits ». Bah oui. Tout le problème est là. Tant que les patrons encombreront la surface de l'écorce terrestre, ils seront là pour sauvegarder leurs profits. Et nulle démonstration de meilleure gestion ne peut faire l'économie de leur existence, du pouvoir monarchique qu'ils continuent d'avoir sur l'entreprise. Dès lors, Herzog, ayant revêtu la livrée des conseillers, parvient, malgré ses détours et ses contorsions à une autre conclusion. Le PCF est prêt à accepter une partie des licenciements demandés (comme à Talbot-Poissy et dans des centaines d'entreprises), au nom d'une politique nationale d'investissements, pour améliorer la concurrence de l'industrie automobile française.

Roland Leroy, le 23 août dans *l'Humanité*, signe un éditorial concernant cette lettre ouverte aux cadres. La presse a fait bon accueil à Herzog et relevé, avec quel-

que ironie, l'exemple italien choisi. Le directeur de *l'Humanité* vole au secours de son camarade : « Mais la réalité est là, explique l'éditorialiste, les actionnaires de Fiat, à la différence de ceux de Peugeot, ont mis des fonds dans leur affaire. » Brillante démonstration. Ainsi le slogan ne serait plus « Non, non, non aux licenciements ! », mais « Oui, oui, oui aux investissements ! »

Si le PCF sort, la CGT ne rentre pas

Gestion, dit le PCF. Et la CGT ? Au-delà du style, le fond est identique à celui présenté par Herzog. La direction de la CGT fait distribuer aux journalistes, le 22 août, un extrait d'une circulaire du CNPF dont le slogan est « Acheter français vous apportera des commandes ! » Citée en exemple, cette circulaire montre combien il est juste pour la CGT de défendre la thèse de la reconquête du marché intérieur.

Mais voilà qui est quelque peu inquiétant : Herzog cite Agnelli, Krasucki cite le CNPF pour prouver leur crédibilité. Une cohérence apparaît à travers tout cela. L'option prise par la CGT et



Une manifestation des travailleurs de la Fiat en Italie. Le slogan du PCF semble devenir « Oui, oui aux investissements ! » Pour cela, Herzog prend l'exemple de Fiat, malheureux exemple pour les travailleurs.

le PCF est de ne rien faire qui favorise le moindre mouvement social. Attaquer fermement le PS, ce serait s'obliger soi-même à montrer combien on est différent, et donc montrer dans les faits sociaux qu'on est plus actif. Agir pour une revendication précise, c'est inévitablement poser les questions des formes d'action, de l'attitude par rapport au gouvernement, de

l'unité avec les autres formations.

Alors la CGT et le PCF prennent le parti de parler d'autre chose, de gestion, de contrepropositions. Pour l'instant, ils veulent faire croire qu'une troisième voie est possible, qui évite les affrontements de classe, celle du produire français. Elle ne peut conduire qu'à l'établissement d'un consensus du genre « compromis

historique » italien ou pacte de la Moncloa espagnol, c'est-à-dire à la capitulation devant les licenciements patronaux et les attaques contre les acquis sociaux.

Jean Lantier

1. Système d'indemnisation chômage. Le travailleur est toujours considéré comme faisant partie des effectifs de Fiat, mais son salaire est payé par l'Etat. Le patron licencie, les contribuables paient.

PARTI SOCIALISTE

Il n'y a pas d'abonnés...

Condamné au silence par les initiatives présidentielles, absent de la scène politique durant tout l'été, le PS fait la dure expérience des mécanismes de la V^e République sur les partis majoritaires. La direction aura bien du mal à juguler le malaise qui en découle.

Les dirigeants du Parti socialiste ont, paraît-il, des états d'âme. On ne saurait s'en étonner. Dans le dispositif mis en place par François Mitterrand avec la formation du gouvernement Fabius ou la bataille sur le référendum constitutionnel, le PS a quasiment disparu. N'est-il pas symptomatique, qu'après un événement aussi grave que la rupture avec le PCF, la direction n'ait même pas éprouvé le besoin de convoquer le comité directeur ?

Alors qu'au lendemain des élections européennes du 17 juin, les responsables du PS insistaient sur la « reconquête de l'électorat de gauche » et sur la nécessité d'une action prioritaire en faveur de l'emploi, le nouveau Premier ministre ne jure que par deux leitmotivs : la modernisation et l'appel au compromis avec la droite. Ce qui se traduit par des milliers de nouveaux licenciements et par l'abandon explicite des derniers engagements de 1981, à

commencer par l'unification laïque du système scolaire. Pour s'assurer de la docilité des socialistes, le chef de l'Etat n'a négligé aucun moyen, faisant entrer dans le gouvernement des représentants de tous les courants ou sensibilités du parti.

Quel rôle pour l'organisation majoritaire au Palais-Bourbon ? Comment concilier l'identité propre du parti et le fonctionnement d'institutions qui concentrent le pouvoir entre les seules mains du président de la République ? Quel militant confronté à ses collègues de travail, quel élu soumis à la pression de ses mandants, ne se sera pas posé la question ? Cité par *Libération* du 27 août, un responsable socialiste constate amèrement : « Il n'y a qu'un seul joueur d'échecs et nous sommes condamnés à suivre des yeux la partie. »

Le même malaise ressort de la réunion des dirigeants du courant de Pierre Mauroy, qui se réunissaient à la fin du mois d'août à Valence. « Qu'est devenue la notion de rupture avec le capitalisme ? » s'est notamment interrogée Françoise Gaspard dans son rapport introductif, oubliant au passage le bilan de son chef de file, à l'Hôtel de Matignon. « Le discours sur la modernisation effraie bon nombre de travailleurs parce qu'il est synonyme de suppressions d'emplois (...) Les inégalités se creusent de façon inquiétante. » Et l'ancien maire de Dreux d'ajouter à propos des menaces pesant sur le PS : « Sommes-vous encore le parti d'Epinay ? (...) "Seule la mémoire est révolutionnaire", disait François Mitterrand. Que notre parti prenne garde à ne pas perdre sa mémoire ». C. P.

REVENUS DES MENAGES

La douche froide

« L'austérité est faite pour durer », disions-nous dans le dernier numéro de Rouge de juillet en analysant les prévisions de l'INSEE. Après avoir examiné la semaine dernière les ravages du chômage, nous détaillons aujourd'hui les pertes de revenus : derrière les jeux politiques de l'été et le changement de gouvernement, la continuité !

La « relance de la consommation », tant promise avant 1981, n'a été qu'un très timide feu de paille, après le 10 mai. On se souvient de l'interruption brutale de cette initiative en juin 1982 avec le blocage des salaires et en mars 1983 avec le plan Delors. Aujourd'hui, après dix-huit mois de « rigueur », les effets sur le pouvoir d'achat des ménages sont impressionnants, sans même parler de l'envoie désormais irrésistible du chômage (l'INSEE prévoit 2,5 millions de chômeurs fin 1984).

En regardant le partage entre salaires et profits d'une part et l'évolution de la consommation des ménages de l'autre, on peut affirmer avec certitude, et sans risque d'être démenti, que la gauche a réalisé en deux ans ce que Barre n'avait même pas osé obtenir en quatre. Les publications officielles récentes en donnent la preuve, chiffres à l'appui.

Consommation : du plomb dans l'aile

Le gouvernement se flatte

d'avoir évité la baisse de la consommation des ménages. Elle serait restée pratiquement stable : + 0,7 % en 1983, - 0,2 % en 1984. Il omet simplement deux « détails ». D'une part ceci n'a été possible qu'en raison d'une réduction par les ménages de leurs économies : le taux d'épargne a baissé de 15,7 % en 1982 à 14 % en 1984. D'autre part, le maintien apparent de la consommation globale masque un recul impressionnant de la consommation de produits industriels : - 3,5 % en

pas tout le monde. Citroën et Renault voient leurs ventes s'effondrer, sauf sur les modèles de luxe ! BMW et Porsche ont augmenté leurs ventes respectivement de 37 % et 20 % en 1983. Les bijoutiers et les couturiers se portent bien, merci. Quant aux hôteliers et restaurateurs, leurs bénéfices se sont accrus de 17 % à 20 % en 1983.

Des profits historiques

Selon l'INSEE « la part

riale extrêmement stricte (le gouvernement donne l'exemple dans la fonction publique) ainsi qu'aux hausses des cotisations sociales ouvrières, la masse salariale nette ne va augmenter que de 2,7 % en 1984, alors que l'inflation sera d'au moins 6,7 %.

On dispose pour la période 1980-1983 d'un constat de l'évolution récente des revenus publié en juin dernier par le CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts). En 1981, tous

plus modestes. En 1984, le pouvoir d'achat du SMIC ne sera même pas maintenu en raison des hausses de cotisations sociales. Au même moment, le gouvernement sabre dans les allocations chômage. Selon le CERC, l'indemnité moyenne versée par l'UNEDIC a perdu 12 % de pouvoir d'achat depuis 1980, surtout sous l'effet du décret Bérégovoy réformant l'indemnisation chômage (24 novembre 1982). La distinction, toute hypocrite, entre la « rigueur de gauche », juste et honnête, et l'« austérité de droite », pernicieuse et inégalitaire, ne résiste pas une seconde à l'examen de ces chiffres.

Recul généralisé du pouvoir d'achat

L'INSEE enquête trois fois par an sur la capacité des ménages à effectuer des achats importants. Le pourcentage de ceux pour qui cela est totalement impossible n'avait jamais été aussi élevé. La situation est d'autant plus durement ressentie que beaucoup avaient prévu ou réalisé de tels achats l'année précédente en 1982, souvent en s'endettant. L'actuel ralentissement de l'inflation rend plus lourde la charge des traites et du remboursement des emprunts, faits à une période où le crédit pratiquait des taux d'intérêts élevés qui correspondaient à une forte inflation. Un prêt à 19 % quand l'inflation est de 13 % (comme en 1981, ou à 6,5 % (comme en 1984), ce n'est plus tout à fait la même chose...

La peste ou le choléra

Comment l'industrie française évite-t-elle de s'enfoncer dans la récession, dans ce contexte de fort recul de la demande interne ?

Certains secteurs n'y échappent pas, l'automobile et le bâtiment notamment. Mais globalement l'industrie s'en tire grâce au développement des exportations, surtout vers les USA. Mais que se passera-t-il quand, après les élections présidentielles américaines, la probable récession viendra couper les ailes de la demande externe ? A la veille des législatives de 1986, le gouvernement sera alors devant un choix dicté par le respect des règles capitalistes : la peste ou le choléra. Enfoncer en maintenant la rigueur, ou lâcher du lest sur les salaires et relancer le déficit extérieur, l'endettement et l'inflation.

Michel Dupont

PONT-A-MOUSSON FUMEL Saint-Gobain modernise

A Fumel, quinze mille habitants, quarante kilomètres d'Agen. Pont-à-Mousson, filiale de Saint-Gobain « modernise ». Le 20 juillet, le directeur de la branche mécanique et canalisation du groupe, Francis Mer — il était déjà responsable de la politique industrielle de Saint-Gobain avant la nationalisation — annonçait aux travailleurs de Pont-à-Mousson la suppression de quatre cents emplois (sur deux mille) d'ici 1985. Deux cents travailleurs de plus de cinquante ans seront mis en préretraite, dans le cadre de la convention sidérurgie que Monsieur Mer veut appliquer à Fumel, et deux cents autres seront contraints d'accepter une mutation sous peine de licenciement. Il serait question de reclassement dans l'Est — on se demande s'il s'agit d'une provocation à l'heure où la sidérurgie licencie quinze mille travailleurs en Lorraine — ou bien dans la région de Fumel. Cette perspective paraît plus palpable, mais elle est en fait tout aussi aléatoire. Saint-Gobain-Développement dont le rôle est de développer l'emploi dans la région, a créé trente-

deux postes en deux ans, résultants pour bonne part de la suppression de deux cents autres en Dordogne.

« Aucune précision, commente la LCR de Fumel, sur le plan d'investissement pour développer la production de Pont-à-Mousson, ne peut être présentée par la direction. Tout se passe comme si la volonté existait au contraire de transférer des pans entiers du secteur de production de Fumel vers la Lorraine. » Dans le département, l'entreprise Pont-à-Mousson joue un rôle économique et social de premier plan. On imagine aisément les conséquences qu'entraînerait le démantèlement de l'entreprise. Les réductions d'effectifs parallèles aux gains de productivité ont déjà fait de sérieux dégâts : 13 000 tonnes de fonte par mois étaient produites en 1974 avec un effectif de 3 400 travailleurs, la production restait identique en 1981, mais le nombre d'emplois avait été ramené à 2 220 !

Début septembre, de retour de congés, les travailleurs seront accueillis par le plan de chômage. Le LCR Fumel « appelle toutes les organisations ouvrières du département à la mobilisation et à la solidarité contre le démantèlement de Pont-à-Mousson ».

Correspondant

PORSCHE 944.
NE RIEN ATTENDRE DES AUTRES,
PAS MEME UN DEFI.



Une publicité de Porsche, dans la Vie française. Porsche a augmenté ses ventes de 20 %. Visiblement la baisse de la consommation ne touche pas tout le monde !

1983 et - 3,6 % en 1984. Ainsi c'est l'effondrement pour les biens durables (électroménager, automobile...): - 7,4 % en 1983 et - 6,4 % en 1984, après il est vrai une bonne année en 1982. Le maintien global de la consommation n'est assuré que par la hausse de la consommation d'énergie, et surtout des services, en particulier pour les dépenses de santé d'un côté, les frais d'hôtels et de restaurants de l'autre. Ces dépenses sont surtout le fait des catégories sociales les plus aisées. Plusieurs indices confirment d'ailleurs que la baisse de la consommation ne touche

de l'excédent brut d'exploitation (les profits en jargon de comptabilité nationale, NDLR) dans la valeur ajoutée (la richesse créée, NDLR) passerait de 38 % en 1983 à 40 % en 1984, retrouvant en fin d'année des niveaux qui n'avaient pas été observés depuis le premier choc pétrolier (c'est-à-dire en 1973, NDLR). Toujours d'après l'INSEE, cette prospérité retrouvée viendrait d'un ralentissement sans précédent des salaires, beaucoup plus brutal que le ralentissement des prix. Grâce aux licenciements, aux réductions d'effectifs, à une politique sala-

les ménages de salariés ont vu leur pouvoir d'achat progresser de 1,5 % environ pour les cadres, 2 % pour les employés et les ouvriers, 5 % pour les smicards. En 1982, seuls les ménages des ouvriers les moins qualifiés ont réussi à maintenir leur pouvoir d'achat tant bien que mal, les smicards à l'améliorer, et tous les autres ont perdu (de - 1 % pour les ouvriers qualifiés à - 3 % pour les cadres supérieurs). En 1983, aucune catégorie de ménage de salariés n'a été épargnée, sauf les smicards. Ainsi l'austérité s'est propagée rapidement jusque dans les milieux les

Les grandes manœuvres d'automne de l'OTAN visent les pacifistes

Ce ne sont pas moins de deux cent cinquante mille hommes que l'OTAN va engager dans le traditionnel exercice d'automne *Autumn Forge*, du 4 septembre au 15 novembre prochain. De la Norvège à la Turquie, la quasi-totalité des pays membres de l'alliance imperialiste seront le théâtre d'opérations militaires en tous genres. Un formidable gaspillage de ressources financières s'annonce, sans commune mesure même avec le coût déjà très élevé des exercices précédents. Cela constitue une raison suffisante pour dénoncer cette formidable provocation à l'heure où les travailleurs de toute l'Europe subissent de plein fouet les effets conjugués des politiques d'austérité et de militarisation des gouvernements capitalistes.

Mais ce n'est pas tout. Les différentes phases de ces manœuvres sont conçues comme une démonstration de force, destinée avant tout à l'opinion pacifiste, en particulier dans les pays qui ont connu de grandes mobilisations contre les plans de guerre de l'OTAN. Un gigantesque débarquement de cent trente mille hommes, le plus important jamais effectué depuis celui de la Normandie en 1944, sera ainsi organisé sur les côtes des Pays-Bas et de la Belgique. Des dizaines de milliers d'hommes partis les uns du sud, les autres du nord et du centre de l'Europe convergeront avec leur matériel de combat vers l'Allemagne où ils seront rejoints par une division US (dix-sept mille hommes) aérotransportée directement depuis les USA afin de tester les capacités opérationnelles de la FDR américaine (Force à déploiement rapide). Tout cela atteste du caractère délibérément provocateur de l'exercice planifié cette année par le général Rogers et l'état-major de l'OTAN.

Les pacifistes ne s'y sont pas trompés et dans plusieurs pays ils ont décidé de perturber ces manœuvres en allant sur le terrain à la rencontre des troupes qui y sont engagées. En République fédérale allemande, à l'initiative des femmes du mouvement, les pacifistes entendent « se joindre pacifiquement aux troupes pour engager le dialogue », un prolongement en quelque sorte de la démarche engagée par des soldats du contingent d'occupation française dans ce pays et qui avait valu, l'an passé, à trois de nos camarades d'être traînés devant le tribunal militaire de Landau.

Ailleurs, les gares, les carrefours routiers seront sans doute autant d'endroits où distribuer des tracts, organiser des piquets de protestation, voire simuler les conséquences d'un bombardement nucléaire en se couchant sur le sol sur les voies de communication des colonnes blindées de l'OTAN.

Les troupes françaises ne sont pas officiellement mobilisées, ce dont quiconque connaît l'étroite imbrication du dispositif français avec celui de l'OTAN en RFA peut légitimement douter. Raison de plus pour que les soldats français soient eux aussi avertis, comme leurs camarades d'autres nationalités, des menaces que fait peser l'alliance impérialiste sur la paix en Europe.

Jean-Louis Michel



Manifestation de soutien aux réfugiés basques, victimes des extraditions, à Hendaye, le 15 août.

EUSKADI

L'escalade répressive

La cour d'appel de Pau n'a pas chômé durant le mois d'août : elle a rendu un avis favorable à l'extradition de sept réfugiés basques, à la grande satisfaction du gouvernement espagnol voyant ses thèses adoptées. Le PSOE, au pouvoir depuis les élections du 28 octobre 1982, refuse la qualité de réfugié à tous ceux qui tentent de renverser par la violence les institutions. C'est sa seule réponse aux revendications nationales.

Alors qu'en 1978 il défendait le droit à l'autodétermination, le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) refuse à présent d'aller plus loin que le statut d'autonomie initié par le gouvernement précédent. Face à la question nationale d'Euzkadi, le parti de Felipe Gonzalez a déclenché une offensive visant à marginaliser le courant nationaliste révolutionnaire incarné par Herri Batasuna.

L'offensive du PSOE

la politique répressive s'est accentuée. Dans les prisons, le gouvernement mène une opération de division des prisonniers politiques basques pour susciter des vocations de « repentis ». Les détentions, en vertu de la nouvelle législation antiterroriste qui permet le maintien en prison pendant dix jours sans contacts avec les familles et les avocats, se multiplient ainsi que les mauvais traitements, dénoncés par Amnesty International dans son dernier rapport.

Les « outrages au drapeau national » relèvent de cette législation. Les autori-

tés liées au gouvernement central, comme les gouverneurs civils provoquent en chaque occasion en faisant hisser le drapeau espagnol au côté de l'*Ikurrina* basque. La dernière provocation de la sorte a transformé Bilbao en champ de bataille durant les fêtes patronales à la fin d'août. C'est dire à quel point le centralisme madrilène se heurte à la conscience nationale basque.

Felipe Gonzalez n'a pas limité son offensive au territoire de l'Etat espagnol. Outre qu'il milite pour une conférence internationale contre le terrorisme, ce qui lui a valu les encouragements de Reagan, le Premier ministre a surtout été épaulé par le gouvernement français. En témoigne l'accord Deferre-Barrionuevo, qui de promesses de « réinsertion sociale » en déportations vers l'Amérique latine (qui ont touché vingt-cinq réfugiés basques), se solde par une trentaine d'extraditions et la remise en cause du statut de réfugié politique.

Le PSOE a choisi : « L'affrontement radical avec l'ETA tel que l'accom-

plit le gouvernement central est le plus habile », a récemment déclaré le président socialiste du gouvernement de Navarre, province dont le gouvernement refuse le rattachement à Euzkadi. Pour cela, Madrid ne lésine pas sur les moyens : en décembre 1983, quatre policiers espagnols sont arrêtés à Hendaye alors qu'ils s'apprêtaient à enlever un réfugié basque. Mais la responsabilité la plus lourde réside dans l'immunité dont a bénéficié le GAL, responsable de l'assassinat de neuf Basques au nord des Pyrénées.

Le débat dans les organisations basques

Le courant d'Herri Batasuna, visé par le gouvernement espagnol, reconnaît l'ETA-militaire comme direction politique. Il résulte de la convergence de la radicalisation de la petite bourgeoisie rompant avec le Parti nationaliste basque (PNV) et les couches de la jeunesse et de la classe ouvrière s'opposant sur des bases anticapitalistes à la « Réforme politique », le régime qui a fait suite au franquisme. Dans son offensive, le PSOE bénéficie de la compromission des deux autres principales organisations basques : le PNV et Euzkadiko Esquerria (EE) qui ont manifesté à ses côtés contre le terrorisme.

Le PNV, vainqueur des élections en Euzkadi, devant le PSOE, allie une tradition populiste aux principaux secteurs de la bourgeoisie moyenne et de la petite bourgeoisie. Il s'est consacré à la construction d'une administration auto-

nome bourgeoise. Euzkadiko Esquerria (« la Gauche basque »), qui a absorbé l'aile euro-communiste du Parti communiste d'Euzkadi, a fait le choix d'une solution négociée qui confine la classe ouvrière à un rôle revendicatif étroit. Elle privilégie l'action au niveau parlementaire ou constitutionnel à l'action des masses et l'organisation d'un parti militant, ce qui pose des problèmes en son sein.

L'ETA-politico-militaire a connu de nouvelles scissions sur les orientations stratégiques.

Alors que l'ETA-militaire se lance dans une fuite en avant dans une campagne d'attentats qui permettent au gouvernement espagnol d'accroître sa répression et surtout qui élargissent le fossé entre la classe ouvrière basque et le reste de la classe ouvrière et même accentuent les divisions au sein de la classe ouvrière. Les actions de l'ETA n'aident en rien à organiser la violence des masses même si elles ont contribué depuis la fondation de l'organisation, il y a vingt-cinq ans, au développement de la conscience nationale basque.

Nos camarades de la Liga Komunista Iraultzailea (section de la LCR espagnole dans le Pays basque) se sont prononcés contre les campagnes de défense de l'Etat, contre le terrorisme. Pour combattre le chauvinisme et favoriser l'unité de la classe ouvrière à l'échelle de l'Etat ils mettent l'accent sur la dénonciation de la répression contre le peuple basque et la dénonciation de la politique des réformistes, et la nécessité de défendre le droit à l'autodétermination.

Jean Jacques Laredo

POLOGNE

Les limites de la nouvelle donne

Jaruzelski a ordonné la libération des principaux dirigeants de l'opposition. Cette concession de la dictature a ses propres limites. L'amnistie est considérée comme une victoire de Solidarnosc, et l'attitude des amnistiés, qui ont réaffirmé leur volonté de lutte, renforce ce sentiment.

En vertu d'une amnistie promulguée à l'occasion du quarantième anniversaire du régime stalinien en Pologne, la grande majorité des prisonniers politiques a été libérée. Tous les dirigeants connus de Solidarnosc et de l'opposition sont sortis de prison. Une exception : Bogdan Lis, dirigeant de Solidarnosc dans la clandestinité, arrêté en juin dernier et qui a été inculpé pour « haute trahison », n'est pas parmi eux. La loi d'amnistie est néanmoins très restrictive. Le bénéfice de l'amnistie peut être retiré à ceux qui reprendraient leur activité dans l'opposition et les clandestins et les émigrés devront se mettre à table pour en bénéficier. S'il y a donc lieu de parler de concession des autorités, l'amnistie n'est nullement une ouverture.

Au sein de la bureaucratie polonaise le projet d'amnistie ne faisait pas l'unanimité, loin de là. L'opposition de quelques députés

lors du vote de la Diète, et surtout l'ouverture du procès du KOR et du second procès d'Andrzej Slowik, président de Solidarnosc de Lodz (accusé cette fois de s'être mal conduit en prison), peu avant la promulgation de l'amnistie, en témoigne. Jaruzelski a profité, semble-t-il, des oppositions qui se font jour au Kremlin. Il a aussi profité des contradictions entre ce dernier et les dirigeants est-allemands et hongrois. Cette polémique est, aujourd'hui, publique entre la presse soviétique et celle de la RDA.

Une concession du régime

Le caractère massif du boycott des élections municipales du 17 juin, l'ampleur et la portée de la campagne pour la libération des prisonniers politiques menée par Solidarnosc clandestin, avaient témoigné de



Manifestation à Gdansk, le 1^{er} Mai 1983

Fleurs déposées au Monument de l'unité pour commémorer l'anniversaire des événements du 26 juin 1956.



Les oubliés de l'amnistie

Vingt-deux prisonniers politiques n'ont pas été libérés. Parmi eux se trouvent deux dirigeants de Solidarnosc clandestin. Bogdan Lis, membre de la direction nationale clandestine, (président de la commission exécutive régionale clandestine de Gdansk, ancien membre du présidium national de Solidarnosc dans la légalité) et Piotr Mierzewski, adjoint de Lis dans la direction clandestine de Gdansk. Accusés tous les deux de « haute trahison » pour leur activité syndicale, ils pourraient être condamnés à la peine capitale. Les limites de l'amnistie les maintiennent en prison et constituent un avertissement pour les syndicalistes clandestins.

Les autres exclus de la loi d'amnistie sont moins connus. Il s'agit en premier lieu d'un groupe de mineurs de cuivre de Lubin, condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir déposé — selon

l'acte d'accusation — des charges explosives devant les locaux de la milice. Parmi eux, Stanislaw Zabielski (condamné à cinq ans et demi de prison), Zygmunt Burchard (cinq ans), Lech Dukowski et Jan Kolodziej (quatre ans chacun). Ces attentats, qui n'avaient mis en danger aucune vie humaine, ont eu lieu peu après le 31 août 1982. Ce jour-là, les flics ont ouvert le feu sur des promeneurs dans la rue, après qu'une importante manifestation ait eu lieu dans la ville. Plusieurs personnes ont été tuées, nombre d'autres gravement blessées. Les policiers assassins ont bénéficié d'un non-lieu.

Les mineurs de Lubin ont été sauvagement torturés au cours de l'instruction. S'ils ne bénéficient pas d'une libération qui leur permettrait d'être soignés, ils resteront invalides.

C. S.

l'impasse dans laquelle s'enfermait la dictature du général Jaruzelski. Réduit à la clandestinité, réprimé et pourchassé, le mouvement syndical polonais n'a non seulement pas été détruit mais, qui plus est, il s'est avéré capable de mobiliser largement contre la répression. Rassemblements dans les églises, tracts et pétitions se sont multipliés. A la répression renforcée répondait un surcroît de mobilisation pour la libération des prisonniers politiques. Aux tentatives gouvernementales de se concilier la hiérarchie ecclésiastique répondait la pression de nombreux prêtres acquis à l'opposition.

Cela, alors que les marges de manœuvre économiques du régime se rétrécissent. Les programmes économiques prioritaires lancés par le régime militaire en vue d'améliorer l'approvisionnement dans les secteurs particulièrement sensibles sont un fiasco. « Après trois ans de priorités, il est toujours difficile d'habiller son enfant », titrait en juillet 1984 le très sérieux hebdomadaire *Zycie Gospodarcze*. La décision de freiner les investissements et de modifier leur structure prise en 1982 n'a pas été suivie d'effets. Ainsi, plus de 90 % des investissements sont consacrés au développement des biens de production et les investissements engagent annuellement plus de trois milliards de zlotys, contre un billion prévu dans le plan ! Enfin les hausses successives de prix n'ont pas permis d'équilibrer le marché. Les queues constituent, encore, un élément durable du paysage social polonais. Le gouvernement polonais prévoit dans cette situation d'accroître les mesures d'austérité. Le projet d'entrée de la Pologne au sein du FMI rend obligatoire cette caution extérieure.

Les limites de la manœuvre

Cette situation a déterminé la décision de libérer la majorité des prisonniers politiques. Pour Jaruzelski il s'agit d'abord de priver l'opposition d'un thème populaire, la revendication de libération des prisonniers de conscience. Il peut espérer trouver ainsi un appui de l'Eglise pour sa politique d'austérité et son projet d'entrer dans le FMI. Il essaye — mais dans une toute autre situation — de renouveler la manœuvre de son prédécesseur Gierek, qui en proclamant

une amnistie similaire en 1977 est parvenu à affaiblir pour quelques mois l'opposition polonaise d'alors.

Mais la manœuvre est risquée. L'amnistie est interprétée par tous en Pologne comme une victoire de Solidarnosc. Des milliers de travailleurs ont accueilli Andrzej Gwiazda lors de son retour à Gdansk et un meeting spontané a été organisé, par exemple, à Wrocław lors de l'arrivée de syndicalistes libérés dans l'usine Mostostal. Et le succès populaire des messes, transformées en véritables meetings, organisées à l'occasion du retour des prisonniers, ne contredit pas ce sentiment.

L'attitude des amnistiés, qui ont refusé, comme les militants du KOR, leur libération et qui ont attendu qu'on les jette de force de leur cachot, renforce ce sentiment de victoire. La plupart des dirigeants de Solidarnosc, amnistiés, ont d'ailleurs immédiatement réaffirmé leur volonté de lutte. Et que dire de Wladyslaw Frasyniuk, qui signait au lendemain de sa libération un communiqué commun avec Zbigniew Bujak, membre de la TKK (direction clandestine) ? Tous comprennent que Jaruzelski ne peut de nouveau les emprisonner au risque de perdre le crédit qu'il escompte obtenir grâce à l'amnistie. Et c'est forts de cette assurance que plusieurs dirigeants du syndicat — W. Frasyniuk et M. Jurczyk entre autres — ont déjà proposé un « sommet » de dirigeants de Solidarnosc, voire « d'organiser une activité de surface, en plus d'activité clandestine ». La journée du 31 août, anniversaire des accords de Gdansk, que la TKK et nombre de dirigeants libérés ont appelé à fêter, sera un test. Le déroulement des manifestations, leur ampleur et l'attitude du gouvernement permettront de mieux mesurer les potentialités qu'offre la nouvelle situation ouverte par l'amnistie.

Une chose est sûre cependant : les futures luttes en Pologne auront pour centre de gravité la question de l'austérité. La force du mouvement syndical dans l'avenir dépendra pour une large part de la capacité de Solidarnosc à s'opposer aux tentatives — déjà annoncées — de modifier encore la distribution du revenu national au détriment des travailleurs.

28 août 1984
Cyril Smuga

NICARAGUA

« L'intimidation est manquée »

Le 18 juillet, les « contras » de l'ARDE ont attaqué une brigade internationaliste. Parmi les blessés, notre camarade Catherine, militante des JCR de Clermont-Ferrand. Rouge l'a interviewée.

Fin juin, une brigade de solidarité partait de Clermont-Ferrand pour le Nicaragua. Elle devait achever une ligne téléphonique entre Acoyapa et San-Miguelito. L'ARDE de Eden Pastora a sans doute cherché à dissuader les volontaires des brigades

C'est la première fois qu'on leur demandait leur avis. Somoza évidemment ne s'en préoccupait guère.

internationales en leur tendant une embuscade le 18 juillet, à huit kilomètres d'Acoyapa, au sud du Nicaragua. La brigade a subi, un quart d'heure durant, le feu des « contras » embusqués.

Ces derniers avaient sans doute des armes et des munitions (fusils-mitrailleurs, lances-grenades, mortiers, etc. « made in USA »), mais pas beaucoup de motivation et d'expérience au combat. Au bout d'un quart d'heure, le chef du groupe contre-révolutionnaire s'est mis à découvrir pour tester le résultat de sa manœuvre et donner l'assaut final.

« Fils de pute, si vous êtes encore en vie, sortez ! », a-t-il crié avant de se faire descendre par Bernardino, un sandiniste du TELCOR chargé de la protection de la brigade. Les autres devaient décrocher.

Bilan : trois blessés légers et Catherine, un éclat de mortier dans le bras droit et une balle qui a traversé la main gauche. Elle a les deux mains hors d'usage pour une période assez longue.

● Peux-tu décrire l'ambiance dans ta brigade ?

L'équipe s'est formée en deux temps. Les internationalistes tout d'abord. Notre brigade était plutôt hétérogène. Sur le plan politique, nous venions d'horizons divers. PSU, PCF, chrétiens, une majorité d'inorganisés et moi des JCR.

Cela favorisait le débat politique général. Sur le Nicaragua par contre, il n'est pas apparu de divergences. Les débats les plus animés étaient ceux portant sur le gouvernement français, les partis de gauche, leur rôle

passé et présent, etc. C'était vif, mais fraternel.

L'âge variait entre vingt et cinquante ans. Nous venions de Clermont, Riom, Saint-Etienne, Paris, Aubusson et d'Allemagne fédérale.

Ensuite, nous nous sommes joints à une brigade nicaraguayenne du TELCOR (l'équivalent des PTT) soit une quarantaine d'ouvriers, employés et techniciens volontaires. Il y avait aussi avec eux un Colombien.

● L'accueil des Nicaraguayens fut chaleureux. Aviez-vous des contacts avec la population ?

On travaillait à partir de six heures du matin sur les routes, pas dans les villages. On rentrait vers 16 h 30. On se douchait au TELCOR. On soupait très tôt, là-bas il fait nuit vers 17 h 30. Cet emploi du temps ne favorisait pas les contacts.

De plus, c'est une région où les gens reçoivent la télé costaricaine. Ils n'ont pas vécu l'insurrection comme ceux de Leon ou Esteli. Nous n'avions pas beaucoup de contacts. Cependant, certains signes nous ont montré que la population était favorable au gouvernement, dans sa majorité.

Lorsqu'il y avait une réunion, pour discuter, par exemple,

Un millier de travailleurs attendaient la brigade pour manifester leur solidarité aux internationalistes.

de la répartition des vivres, tout le monde ou presque venait. C'est la première fois qu'on leur demandait leur avis. Somoza, évidemment, ne s'en préoccupait guère.

A Solentiname, une petite île sur le lac Nicaragua, que nous pouvions voir depuis le campement de San-Miguelito, il y a une communauté chrétienne fondée par Ernesto Cardenal. La pratique de Cardenal, sa façon de présenter l'Évangile a contribué à rapprocher du sandinisme la population de la région. Cela avant la révolution.



Catherine, interviewée par la presse française.

● Comment mesure-t-on la sympathie de la population pour la révolution ?

D'abord, il existe des « rojo y negro », c'est-à-dire des journées de travail volontaire. Nous avons assisté à une « négociation » entre un ingénieur, représentant du patronat, qui essayait de faire obstacle à la participation des ouvriers de son entreprise de travaux publics à la journée de travail du 14 juillet, et les ouvriers qui voulaient venir. Il s'agissait de nous aider à installer les poteaux téléphoniques. Finalement, l'ingénieur a dû reculer. Cependant, en inventant un prétendu accord avec le TELCOR, il a réussi à retenir plus de la moitié du personnel.

Les paysans, eux, sont venus à deux cents, sur les neuf cents que compte l'« asentamiento » (communauté agricole). Il faut dire que l'« asentamiento » en question était lui-même en chantier, car il venait juste de s'implanter.

Il y a aussi eu le 19 juillet. Rien qu'à Managua, il y avait 250 000 personnes,

soit environ 9 % de la population totale. Comme si quatre ou cinq millions de Français se rassemblaient à Paris pour le 14 juillet. Il y a eu

Comme si quatre ou cinq millions de Français se rassemblaient à Paris pour le 14 juillet.

d'autres rassemblements le même jour. Pour des raisons liées à la défense, le gouvernement avait décentralisé les initiatives.

● As-tu rencontré des gens en désaccord avec le régime ?

J'ai rencontré un paysan à qui on a demandé s'il avait été obligé de venir s'établir dans l'« asentamiento ». Il a répondu que oui. Il faut dire que le gouvernement cherche à défendre les paysans contre l'acti-

tivité des « contras » qui les enrôlent de force, les prennent quelquefois en otages, et empêchent le déroulement normal des travaux des champs, quand ils le peuvent.

Lui, il avait environ soixante ans, sans doute se sentait-il déraciné. Il avait suivi ceux de son village. Peut-être n'avait-il pas su s'exprimer au moment du débat où fut décidée la migration vers une zone plus sûre. En tout cas, personne n'est déplacé administrativement.

● Après l'embuscade, une solidarité s'est manifestée autour de votre brigade, autour de toi, au Nicaragua et en France...

Oui. Le jour même au centre du TELCOR à Managua, un millier de travailleurs attendaient la brigade pour manifester leur sympathie aux internationalistes, leur indignation devant cet acte criminel de l'ARDE. Le ministre du TELCOR et Tomas Borge, qui étaient parmi eux, ont reçu la brigade. Malheureusement, j'étais en salle

d'opération. La presse locale a mis l'événement en première page. Le *Nuevo Diario*, *Barricada* notamment. Au campement de la paix aussi, la brigade a été invitée à témoigner.

En France, le Comité de solidarité avec le Nicaragua m'attendait à Orly. Les JCR avaient envoyé un camarade du camp international qui se tenait en Bavière. J'ai reçu de nombreuses lettres d'Espagne, d'Allemagne, du Luxembourg, des coups de fil aussi.

Ici, le journal *la Montagne*, a fait des articles plutôt bons. *Le Matin* et *l'Humanité* aussi. Une délégation du bureau national du MJCF était à Orly, je l'ai lu dans *l'Huma... Libération* m'a

Si l'ARDE cherchait à intimider les internationalistes, c'est raté.

longuement interviewée mais n'a rien publié de mes déclarations. Il faut dire que *Libé* sympathise avec l'ARDE qui nous a tiré dessus...

● Tu es prête à repartir, tu l'as dit. Il semble que pour beaucoup de brigadistes, le risque ne soit pas un obstacle...

D'abord, il n'y a pas tant de risques que cela. Ce qui nous est arrivé est en quelque sorte une « première ».

Si l'ARDE cherchait à intimider les internationalistes, c'est raté. Une importante brigade est partie le jour même de mon arrivée à Orly.

De plus, on est efficacement protégé par les travailleurs nicaraguayens en armes. La preuve, aucun de nous n'a été tué, alors que nous n'avions pas d'armes et que cinq Nicaraguayens seulement étaient armés face à soixante « contras ».

● Veux-tu profiter de notre journal pour lancer un appel ?

Oui, j'ai fait une promesse au médecin cubain de Juigalpa qui m'a opérée. Il manque totalement de matériel orthopédique. En général, on pense à envoyer des médicaments, mais pas ce genre de matériel. Alors, il faudrait soit en trouver, soit créer un fonds pour en acheter. Ceux ou celles qui ont des moyens pour cela peuvent s'adresser au CSN, 14, rue de Nanteuil 75015 Paris (tél : 533 09 08).

Propos recueillis par notre correspondant à Clermont-Ferrand